

Charles Saint-Prot

Sahara occidental : plaidoyer pour le Maroc

Universitaire, directeur général de l'Observatoire d'études géopolitiques, Charles Saint-Prot décrypte un conflit sur lequel le Conseil de sécurité des Nations unies vient de voter une nouvelle résolution le 29 avril.



■ **L'Action Française 2000 – Quelle est l'origine du conflit, et quelle est la situation sur le terrain aujourd'hui ?**

● **Charles Saint-Prot** – Le conflit sur le Sahara marocain est l'un des plus anciens du monde. C'est aussi l'un des plus désolants, parce que la décolonisation par l'Espagne n'aurait dû être qu'une formalité, après la fin des protectorats français et espagnol en 1955. Après le départ des Espagnols en mars 1976, le Maroc a récupéré ses territoires du Sud. Cette récupération a été totale en 1979, lorsque la Mauritanie a abandonné les territoires les plus au Sud (Oued ad Dahab). Le Maroc a dû alors faire face à une action militaire de grande envergure de l'Algérie, épaulée par des milliers de Cubains, d'Allemands de l'Est et de toutes sortes de mercenaires africains sous le couvert du fantomatique Polisario. Finalement, l'armée marocaine a repoussé l'agression et a édifié un mur de défense qui protège son Sahara. Les provinces du Sud marocain (Seguiet el Hamra et Oued ad Dahab) sont désormais sécurisées, des infrastructures ont été construites, et d'un territoire laissé à l'abandon par l'Espagne, le Maroc a fait une région en développement autour de projets innovants. Il faut être réaliste, la situation est désormais irréversible, cette partie du Sahara est marocaine et le restera.

■ **Pourquoi le conflit persiste-t-il, si cette région est effectivement appelée à rester marocaine ?**

● Le complot séparatiste est l'enfant du système FLN. Le conflit ne persiste qu'à cause de l'entêtement et des subventions d'un régime algérien qui en a fait une affaire personnelle. Cette question est devenue une obsession du régime algérien qui a encore quelques alliés : les pays de la mouvance marxiste (Afrique du Sud de l'ANC, Mozambique, Angola, Uruguay des Tupamaros, Venezuela). Souvenons-nous que durant les années 1960-1970, Alger était la capitale de tous les groupes terroristes (ETA basque, bande à Baader, Armée rouge japonaise, ANC, Frelimo...) ; on parlait de son aéroport comme de « l'aéroport des pirates » où trouvaient refuges les terroristes, dont Carlos. L'affaire du Sahara marocain continue d'être un fonds de commerce pour quelques États, organisations, associations et militants, qui se croient encore au temps de la Guerre froide ou en tirent de juteux profits. De fait, la propagande pro-séparatiste est relayée par tous les demi-soldes du communisme et les activistes gauchistes qui pullulent encore en France et dans d'autres pays d'Europe. Ce sont les éternels porteurs de valises qui continuent à servir leurs patrons du FLN.

déstabilisation ne cessent de s'étendre du fait du dynamisme des groupes terroristes et de l'affaiblissement – voire de l'effondrement – d'un bon nombre d'États, sans compter les menaces qui pèsent sur d'autres, à commencer par une Algérie dont l'économie de rente est frappée de plein fouet par la chute des cours pétroliers. Il est temps de tourner la page de ce triste reliquat de la Guerre froide. Pour ce faire, la communauté des nations doit apporter son soutien au Maroc, qui propose une solution réaliste et crédible, un plan d'autonomie dans le cadre de la souveraineté du Royaume et de son unité nationale.

■ **Quel est le rôle joué par l'ONU dans ce conflit, et quelles sont les positions des puissances à l'œuvre ?**

● Récemment, en Algérie, le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, s'est livré à un grave dérapage contre le Maroc. Il semble être manipulé par des collaborateurs qui servent les intérêts de la partie algérienne. Cela nuit naturellement à la crédibilité des Nations unies. Mais il faut être clair : l'Organisation des Nations unies n'a jamais résolu un conflit majeur, car elle n'a aucune autorité par elle-même. En effet, en droit international, les acteurs incontournables restent les États, et l'ONU n'est qu'un instrument de la coopération entre les États dont l'entière souveraineté est reconnue par la Charte (article 2). L'ONU ne peut donc que résoudre les conflits que les puissances veulent bien résoudre. Dans l'affaire du Sahara marocain, certaines puissances ne sont pas claires. Ainsi, lors du vote de la dernière résolution du Conseil de sécurité, le 29 avril, si on a vu la France rester ferme sur sa position traditionnelle de soutien au Maroc, il faut constater que certains ont eu une attitude pour le moins ambiguë, à commencer par les États-Unis. Washington s'est trouvé quasiment sur la même ligne que des pays gauchistes proches de l'Algérie : Venezuela, Angola, Uruguay. Une fois de plus, on peut douter de la lucidité de l'administration des États-Unis, dont le double langage est d'autant plus surprenant que le jeu algérien contre le Maroc est un facteur de

déstabilisation supplémentaire dans une région sahélo-saharienne où l'on déplore la montée en puissance des groupes extrémistes politico-religieux. Sur ce point, la menace brandie par le Polisario, c'est-à-dire l'Algérie, de reprendre les hostilités contre le Maroc démontre que c'est bien du côté d'Alger que sont les boute-feux.

■ **Des menaces pèsent-elles, en conséquence, sur le royaume du Maroc ?**

● Grâce à la France, la dernière résolution onusienne (n° 2285) n'est pas défavorable au Maroc, même si elle accorde une importance exagérée à la mission des Nations unies (Minurso), dont tout le monde sait qu'elle ne sert à rien. Pour l'essentiel, le Conseil de sécurité souligne que la concrétisation d'une solution politique au conflit serait de nature à contribuer à la stabilité et à la sécurité dans la région. Or le plan marocain est exactement la solution de compromis et de réalisme que le Conseil de sécurité des Nations unies appelle de ses vœux. Dans ces conditions, les membres du Conseil de sécurité devraient apporter clairement leur soutien aux efforts du Maroc, qui est le seul à proposer une solution de sortie de crise. En tout cas, le Royaume chérifien est le seul pays stable au sud de la Méditerranée. Fort du consensus national et du lien entre le peuple et la monarchie, c'est le seul pays émergent du Maghreb et le seul qui présente de sérieuses garanties pour la sécurité de toute la région et la lutte contre la menace terroriste. En outre, sous l'autorité du roi Mohammed VI, commandeur des croyants, le Maroc lutte efficacement contre l'extrémisme religieux. C'est la chance du Maroc d'avoir une monarchie nationale et populaire qui, depuis près de treize siècles, a fait le Maroc et continue à sauvegarder son intégrité territoriale et son indépendance. □

Propos recueillis par François Marcilhac

✓ Charles Saint-Prot, Christophe Boutin et Jean-Yves de Cara (dir.), *Sahara marocain – Le Dossier d'un conflit artificiel*, éditions du Cerf, avril 2016, 316 pages, 20 euros.

Souscrivez pour L'AF 2000

Savez-vous que si vous versez habituellement 100 euros à la souscription, pour 2 euros de plus, vous pouvez multiplier celle-ci par trois, soit 300 euros pour la promotion du journal ?

Voir page 3